


“Nous ferons du porte-à-porte...”

Comme il fallait s'y attendre, le président du MSP, Abderrezak Makri, n'a pas tardé à donner la réplique au  ministère de l'Intérieur dont l'intention d'étouffer toutes les voix qui oseraient appeler au boycott de l'élection présidentielle du 17 avril prochain a été clairement affichée. Le ministre Tayeb Belaïz, puis son directeur des libertés et des affaires juridiques, Mohamed Talbi, rappelons-le, avaient successivement déclaré que les salles et lieux publics seront “uniquement et exclusivement réservés” aux candidats pour mener leur campagne électorale de la prochaine présidentielle.

Ces propos, qui visaient, entre autres, le MSP pour avoir appelé à “un boycott actif” du scrutin du 17 avril, ne surprennent cependant pas, outre mesure, M. Makri qui, dit-il, s'attendait à une telle réaction de la part des autorités. S'exprimant hier à l'ouverture de la rencontre des militants du bureau d'Alger, coïncidant avec la date anniversaire de l'assassinat de Mohamed Bouslimani, membre fondateur du parti, M. Makri a souligné, en effet, que “nous ne sommes guère surpris de la réaction du ministère de l'Intérieur à laquelle on s'attendait d'ailleurs. Si les décideurs ont toujours œuvré à réduire le champ des libertés à travers, entre autres, la fermeture du champ audiovisuel, c'est parce qu'ils ont peur de l'opinion de l'autre. Mais cela ne changera pas notre détermination”. Il s'explique : “Notre décision de boycotter cette élection, revendiquée par la grande majorité de notre base militante avant d'être officialisée par le madjliss echoura (conseil consultatif) reste une décision souveraine et de grande nature. Notre boycott de cette échéance traduit en fait notre volonté de sauver le pays du grand danger qui le guette et nous savons comment mener notre campagne anti-vote ; nous sommes des experts dans le travail de proximité, des experts du porte-à-porte. Ce sera donc à nous de définir notre démarche et au rythme que nous voulons.”

M. Makri n'y va pas sans rappeler que, dans notre pays, la campagne électorale n'aurait jamais été déterminante lors d'une élection quelconque et que les Algériens auraient depuis longtemps toujours boudé les échéances électorales. Ceci avant de justifier que le boycott de la prochaine présidentielle est la “décision salutaire” qui s'impose, sachant que, dit-il, le “jeu sera fermé”. “Le scrutin du 17 avril ne sera pas plus qu'une fête que les décideurs préparent”, appréhende-t-il, non sans pointer du doigt “l'échec et la corruption” dans lesquels, fulmine-t-il, excelle l'actuel pouvoir. Le président du MSP, qui avait récemment affiché sa disponibilité à mener des actions anti-vote avec d'autres partis d'opposition, regrette, par ailleurs, le fait que cette même opposition n'ait pas encore atteint le degré de maturité qui lui permettrait de transcender ses clivages pour s'unifier et trouver un consensus à même de peser devant le pouvoir en place.